

het Brussels Gewest of dat deze beslissing tegen het algemeen belang indruist. Hun beroep schorst de desbetreffende beslissing, totdat de Regering terzake stelling heeft genomen.

Wanneer het algemeen belang of de naleving van de wet of de reglementen het vereisen, kunnen de Regering en de commissarissen aan het Woningfonds van de Gezinnen van het Brussels Gewest vragen om binnen de termijn die zij vaststellen, te beraadslagen over elke vraag die hen aanbelangt.

Art. 7. De Ministers of Staatssecretarissen respectievelijk bevoegd voor begroting en huisvesting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 mei 1996.

Vanwege de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting,
J. CHABERT

De Staatssecretaris,
E. TOMAS

des deux Communautés de la Région de Bruxelles-Capitale ou qu'elle nuit à l'intérêt général. Leurs recours suspend la décision qu'il concerne, jusqu'à ce que le Gouvernement prenne position en la matière.

Lorsque l'intérêt général ou le respect de la loi ou des règlements le requièrent, le Gouvernement ou les commissaires peuvent demander au Fonds du Logement des Familles de la Région de Bruxelles-Capitale de délibérer, dans le délai qu'ils fixent, sur toute question qui le concerne.

Art. 7. Les Ministres ou Secrétaires d'Etat ayant respectivement le budget et le logement dans leurs attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 mai 1996.

Par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Ministre-Président,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget,
J. CHABERT

Le Secrétaire d'Etat,
E. TOMAS

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 96 — 2497

[C — 31300]

27 JUIN 1996. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française prorogeant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 portant délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 décembre 1995

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 décembre 1995 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 portant délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 21 décembre 1995 modifiant l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des Comptes;

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifiée par la loi du 6 juillet 1989;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juin 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, 1°.

Considérant qu'à partir du 1er juillet 1996, il importe de maintenir des délégations de compétence et de signature accordées au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 22 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 portant délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, tel que modifié, les mots « jusqu'au 30 juin 1996 » sont remplacés par les mots « jusqu'au 31 décembre 1996 »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 1996.
Bruxelles, le 27 juin 1996.

Po

i communautaire française :

Ch. PICQUE,
Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,
Président du Collège

Annexe

Délégations de compétence et de signature au fonctionnaire dirigeant et à certains fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

CHAPITRE Ier. — Délégations en matière de personnel

Article 1^{er}. § 1er. En conformité avec les statuts administratif et pécuniaire applicables au personnel du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, la délégation de compétence et de signature est donnée à son fonctionnaire dirigeant pour :

- 1° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents pour les agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4;
- 2° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;
- 3° établir la proposition requise pour une mise en disponibilité par retrait d'emploi dans l'intérêt du service;
- 4° constater la disponibilité de plein droit pour maladie ou infirmité des agents de niveaux 1, 2+, 2, 3 et 4 et fixer le traitement d'attente à leur octroyer;
- 5° rappeler en activité un agent absent pour cause de maladie que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre au moins partiellement ses fonctions, si cela est compatible avec les exigences d'un bon fonctionnement du service;
- 6° accorder aux membres du personnel les congés de toute nature dont ils peuvent bénéficier;
- 7° prendre les décisions portant acceptation de la démission volontaire ou la mise en retraite normale des agents définitifs ou temporaires des niveaux 2+, 2, 3 et 4;
- 8° placer un agent en non-activité s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;
- 9° infliger toute sanction disciplinaire, sauf le blâme, aux fonctionnaires 2+, 2, 3 et 4 et prononcer toute suspension à l'égard des fonctionnaires du même niveau, dans l'intérêt du service;
- 10° fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avance de traitement et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;
- 11° accorder les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade pour les grades de niveau 2+, 2, 3 et 4;
- 12° prendre les dispositions nécessaires pour promouvoir le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane à chacun des grades que cette carrière comporte;
- 13° désigner un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 2+, 2, 3 et 4, après avis motivé du conseil de direction et désigner, à titre provisoire, un fonctionnaire pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les emplois de niveau 1, 2+, 2, 3 et 4, lorsque la continuité du service l'exige;
- 14° licencier, pour motifs graves, les membres du personnel engagés par contrat y compris les agents contractuels subventionnés et les jeunes stagiaires. Cette mesure doit être confirmée par le Collège;
- 15° accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- 16° accorder l'autorisation d'assister à toute réunion, congrès, colloque, journée d'études séminaires et conférence organisés dans le pays ou à l'étranger, moyennant l'accord du Membre du Collège fonctionnellement compétent lorsqu'il s'agit d'une mission de plus d'un jour;
- 17° régler l'affectation provisoire des membres du personnel au sein des services;
- 18° entretenir toute relation avec le Secrétariat permanent au Recrutement;
- 19° signer les états de frais de déplacements et de séjour établis au nom des membres du personnel dans le cadre des missions qui leur sont dévolues en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale par leurs responsables de service;
- 20° autoriser des membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de services occasionnels en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale, sur proposition de leurs responsables de service;

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant et en cas d'urgence, les compétences énumérées au § 1er sont exercées par le fonctionnaire responsable des Services généraux, sans préjudice des dispositions reprises au § 3.

§ 3. Pour autant qu'il s'agisse de l'octroi des congés annuels, des congés de récupération horaire, des congés de circonstance, des congés familiaux et des congés pour don de sang ou plasmaphérese, la compétence reprise au § 1er, 6° peut être subdéléguée aux fonctionnaires désignés expressément par acte écrit du fonctionnaire dirigeant pour les membres du personnel affectés à leur service.

Art. 2. Le fonctionnaire dirigeant informe le membre du Collège fonctionnellement compétent ainsi que le membre du Collège chargé de la Fonction publique des mesures prises en application de l'article 1er, § 1er, 2°, 5°, 6° (sauf les congés prévus à l'article 1er, § 3), 7°, 8, 10°, 11°, 13°, 17°.

Art. 3. Le fonctionnaire dirigeant communique aux membres du Collège une fois tous les six mois la liste actualisée des membres du personnel classée par services, grades et fonctions.

CHAPITRE II. — Délégations en matière de formation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Art. 4. Les limites financières des délégations prévues par le présent chapitre s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

Art. 5. Dans les limites des crédits disponibles et sans préjudice des limitations imposées par les dispositions légales et réglementaires régissant les marchés publics de travaux, de fourniture et de services, le fonctionnaire dirigeant est habilité à arrêter le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de formation du marché, à engager la procédure et à approuver les marchés pour les marchés publics de travaux, de fournitures et de services, dont le montant ne dépasse pas :

- 2 500 000 FB pour les marchés passés par adjudication publique ou sur appel d'offre général;
- 1 250 000 FB pour les marchés passés en adjudication restreinte ou sur appel d'offre restreint;
- 250 000 FB pour les marchés passés de gré à gré.

Art. 6. Les délégations précitées ne sont valables que dans les cas suivants :

1° l'objet de la dépense a été autorisé par le Collège ou le membre du Collège fonctionnellement compétent, soit par l'approbation d'un programme où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet;

2° la dépense a fait l'objet d'une inscription nominative au budget approuvé du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

Aucune autorisation n'est requise lorsqu'il s'agit d'une dépense pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement).

Art. 7. Le fonctionnaire dirigeant est également habilité à approuver dans le cadre de l'exécution normale du marché conclu et dans les limites de la réalisation de l'objet initialement visé, les factures et les déclarations de créance relatives aux marchés de travaux, de fournitures et de services même si le montant dépasse les délégations prévues à l'article 5.

Art. 8. Est attribué au fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de prendre des mesures et décisions ayant trait à l'exécution pure et simple du marché.

Art. 9. Pour les marchés d'un montant ne dépassant pas 1 250 000 FB., est attribué au fonctionnaire dirigeant, le pouvoir de décider des dérogations au cahier général des charges, de traiter à prix provisoire ou à remboursement, d'imposer le contrôle du prix et de prévoir l'octroi d'avances, sans préjudice pour les finances du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

CHAPITRE III. — Délégation en matière de signatures et en matière financière

Art. 10. Délégation est donnée au fonctionnaire dirigeant.

1° pour signer :

a) les bons de commandes et les lettres relatives aux commandes dans les limites prévues à l'article 5 du présent arrêté; en cas d'empêchement ou d'absence du fonctionnaire dirigeant, celui-ci peut accorder une subdélégation par acte écrit et préalable au fonctionnaire responsable des Services généraux;

b) sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV, la correspondance concernant les actes ordinaires d'instruction, les demandes de renseignements, les lettres de rappel, les notes ou lettres de transmission, les copies certifiées conformes et extraits de documents, toute notification de décision ayant été prise en exécution de la réglementation relative à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées; des subdélégations peuvent être accordées par actes écrits et préalables du fonctionnaire dirigeant qui en précisera les limites, à des fonctionnaires de niveau 1 qu'il désigne expressément;

c) sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV, les ordonnances de paiement et de récupération d'avances de fonds; une subdélégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire responsable des Services généraux et, en cas d'empêchement ou d'absence du fonctionnaire dirigeant, à un autre fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément;

d) les accusés de réception des courriers recommandés ou non, présentés au Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées; une subdélégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant à tout fonctionnaire qu'il désigne à cet effet.

2° pour approuver :

a) les factures et déclarations de créance concernant les fournitures, travaux ou prestations de toute nature;

b) les bordereaux introduits par les sociétés de transports en commun, du chef des transports effectués pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

c) les comptes et recettes, ainsi que les comptes, tant en matière qu'en deniers, à produire à la Cour des Comptes;

d) les dépenses de toute nature, et notamment les états de paiement relatifs aux dépenses de location;

e) les prolongations de délai d'exécution de travaux de construction et d'aménagement pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ayant fait l'objet d'une promesse de subvention;

f) les états d'avancement et les décomptes finaux des travaux exécutés pour le compte du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dont le montant se situe dans les limites de l'article 5;

3° pour engager et ordonnancer les dépenses dans le cadre des décisions adoptées par le Collège ou par le membre du Collège fonctionnellement compétent, sans préjudice des dispositions reprises au Chapitre IV.

Art. 11. Une délégation peut être accordée par acte écrit et préalable du fonctionnaire dirigeant au fonctionnaire responsable des Services généraux et, à son défaut, au fonctionnaire responsable de la section Comptabilité au sein des Services généraux, dans les cas prévus à l'article 10, 2°.

CHAPITRE IV. — Délégations en matière de prestations accordées dans le cadre des missions décrites à l'article 6 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Art. 12. § 1. A l'exception des subventions à l'investissement des institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et des compléments de subvention à l'entretien accordés aux ateliers protégés dont la gestion est reconnue déficitaire, l'octroi des subventions et autres

interventions régies par des règlements organiques qui en fixent les conditions d'octroi et le montant ou le système de calcul du montant et qui sont destinées à des institutions agréées par ledit Fonds bruxellois est délégué au fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

§ 2. En cas d'absence ou d'empêchement du fonctionnaire dirigeant, une subdélégation peut être accordée au fonctionnaire responsable du Service des Prestations collectives ou, à son défaut, au fonctionnaire de niveau 1 qu'il désigne expressément par acte écrit et préalable.

Art. 13. L'ordonnancement des subventions reprises à l'article 12, y compris les subventions à l'investissement, est délégué au fonctionnaire responsable du Service des Prestations collectives, quel que soit leur montant. En cas d'absence ou d'empêchement de ce fonctionnaire, une subdélégation est accordée au fonctionnaire de niveau 1 que le fonctionnaire dirigeant désigne expressément par acte écrit et préalable.

Art. 14. L'ordonnancement des subventions de plus de 100 000 francs et l'octroi et l'ordonnancement des subventions de 100 000 francs ou moins accordées à des promoteurs de projets-pilotes décidés par le Collège ou le membre du Collège fonctionnellement compétent est délégué au fonctionnaire dirigeant, quel que soit leur montant.

Art. 15. La signature des :

1° notifications aux intéressés des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et courriers y relatifs;

2° notifications relatives à l'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

3° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre de formation agréé par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou par l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° contrats de formation professionnelle de personnes handicapées dans un centre agréé ou reconnu par le FOREM ou par l'institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

5° contrats d'adaptation professionnelle avec un employeur;

6° notifications relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

7° décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées dans ces institutions;

8° courriers relatifs à la mise au travail de personnes handicapées dans les entreprises privées, dans les administrations publiques et les organismes d'intérêt public,

est déléguée au fonctionnaire dirigeant. Celui-ci peut accorder par acte écrit et préalable une subdélégation au responsable du Service des Prestations individuelles, sauf en ce qui concerne la notification aux personnes handicapées de processus globaux d'intégration sociale et professionnelle relatifs à une intervention du Fonds de plus de 250 000 F. dans une aide matérielle individuelle. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant exerce la délégation prévue à cet article.

Art. 16. Délégation de compétence est accordée à l'équipe pluridisciplinaire instituée par l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi qu'aux procédures et modalités d'introduction de ces demandes, en ce qui concerne :

1° les décisions relatives à l'établissement des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, sauf si ces processus prévoient l'octroi d'une aide individuelle à l'intégration qui doit être considérée comme exceptionnelle;

2° les décisions relatives à l'intervention du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dans l'aménagement d'un poste de travail par l'employeur qui occupe une personne handicapée;

3° les décisions adressées aux ateliers protégés relatives à la procédure d'entrée de personnes handicapées.

Toute personne ayant la connaissance effective des prestations sollicitées par une personne handicapée et expressément invitée par le responsable du Service des Prestations individuelles peut participer à la prise des décisions susmentionnées et relative à la personne handicapée concernée.

Art. 17. L'ordonnancement des sommes dues aux personnes handicapées, aux employeurs qui les occupent sous contrat d'emploi ou sous le régime du statut, aux employeurs, organismes privés ou publics qui assurent leur formation professionnelle, en exécution des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle adressés aux personnes handicapées ou décisions reprises à l'article 15, 6° est délégué au responsable du Service des Prestations individuelles. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant exerce la délégation prévue à cet article.

Art. 18. En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère psychologique relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées ou ayant introduites une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au fonctionnaire de niveau 1 titulaire d'un diplôme de licencié en sciences psychologiques affecté au Service des Prestations individuelles.

Art. 19. En matière de transmission d'informations ou de rapports à caractère médical relatifs aux personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle ou ayant introduit une demande en ce sens, une délégation de signature est accordée au médecin affecté au Service des Prestations individuelles.

Art. 20. § 1er Dans le cadre des dispositions réglementaires prévues en matière d'octroi et de liquidation de subventions à l'investissement aux institutions agréées par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au responsable du Service Etudes et Développement pour requérir tout engagement de maintenir à la subvention l'affectation pour laquelle elle est octroyée et de rembourser le montant de la subvention liquidée si l'affectation est modifiée sans autorisation du membre du Collège fonctionnellement compétent.

§ 2. Dans le cadre des dispositions réglementaires étendant aux personnes de nationalité étrangère l'application des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, délégation est donnée au responsable du Service Etudes et Développement pour notifier toute décision prise en la matière.

§ 3. En cas d'absence ou d'empêchement de ce responsable, un fonctionnaire de niveau 1 désigné expressément par acte écrit et préalable par le fonctionnaire dirigeant peut exercer les délégations prévues à cet article.

CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 21. Dans les seuls cas requis par l'urgence et l'impérieuse nécessité d'assurer la continuité du service en matière d'octroi et d'ordonnement des subventions et interventions réglementaires aux institutions agréées et de mise en œuvre des processus globaux d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, le fonctionnaire dirigeant est habilité à subdéléguer les compétences qui lui sont déléguées ou qui sont déjà déléguées à certains fonctionnaires, à d'autres fonctionnaires du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées par acte écrit et préalable communiqué sans délai au membre du Collège fonctionnellement compétent.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er octobre 1995 jusqu'au 30 juin 1996.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 96 — 2497

[C — 96/31300]

27 JUNI 1996. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot verlenging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 houdende delegaties van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 december 1995

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot verdeling van de bevoegdheden onder haar leden, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van haar werking en tot regeling van de ondertekening van haar akten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 december 1995 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 houdende delegaties van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 21 december 1995 tot wijziging van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen tot toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof;

Gelet op de wet van 16 maart 1954 op de controle van bepaalde instellingen van openbaar nut;

Gelet op de wet van 14 juli 1976 houdende overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1989;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juni 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, 1°;

Overwegende dat het vanaf 1 juli 1996 nodig is om de delegaties van bevoegdheid en ondertekening te behouden die zijn toegekend aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 22 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 houdende delegaties van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, zoals gewijzigd, worden de woorden "tot 30 juni 1996" vervangen door de woorden "tot 31 december 1996".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1996.

Brussel, 27 juni 1996.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College bevoegd voor Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College bevoegd voor Begroting en Internationale Betrekkingen

Bijlage

Delegaties van bevoegdheid en ondertekening aan de leidend ambtenaar en aan bepaalde ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

HOOFDSTUK I. — *Delegaties op het vlak van personeel*

Artikel 1. § 1. Overeenkomstig de administratieve en geldelijke statuten die van toepassing zijn op het personeel van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt aan de leidend ambtenaar delegatie van bevoegdheid en ondertekening gegeven voor:

- 1° het toelaten van uitkeringen bij wijze van uitzondering en het goedkeuren van de bijhorende kostenstaten voor de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4;
 - 2° het verlenen van verlof om persoonlijke redenen aan ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4 die daarom verzoeken;
 - 3° het opstellen van het vereiste voorstel voor het verlenen van verlof door ontslag uit de betrekking in het belang van de dienst;
 - 4° het vaststellen van rechtswege wegens ziekte of gebrek van de ambtenaren van niveau 1, 2+, 2, 3 en 4, en het vaststellen van de voorlopige wedde die hun moet worden toegekend;
 - 5° het wederoproepen van een ambtenaar afwezig door ziekte omdat de Administratieve Gezondheidsdienst hem geschikt heeft bevonden om gedeeltelijk zijn functies terug op te nemen, indien dit verenigbaar is met de vereisten voor een goede werking van de dienst;
 - 6° het verlenen van verloven van allerlei aard waarop de personeelsleden recht hebben;
 - 7° het nemen van beslissingen tot aanvaarding van vrijwillig ontslag of het normaal op rust stellen van de vastbenoemde en contractuele ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4;
 - 8° het op non-actief plaatsen van een ambtenaar wanneer hij zonder toestemming afwezig is of zonder geldige reden de duur van zijn verlof overschrijdt;
 - 9° het opleggen van iedere tuchtmaatregel, behalve de blaam, aan de ambtenaren van niveau 2+, 2, 3 en 4 en het uitspreken van schorsingen ten aanzien van de ambtenaren van hetzelfde niveau in het belang van de dienst;
 - 10° het bepalen van de wedde van de personeelsleden, het voorschot op de wedde en het bedrag van de toelage voor de uitoefening van hogere functies;
 - 11° het toekennen van bevorderingen door verhoging in graad en van benoemingen door wijziging van graad voor de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4;
 - 12° het nemen van de nodige maatregelen om de ambtenaar met een vlakke loopbaan te bevorderen tot om het even welke graad die deze loopbaan inhoudt;
 - 13° het aanstellen van een ambtenaar voor de uitoefening van een hogere functie in de betrekkingen van niveau 2+, 2, 3 en 4, na gemotiveerd advies van de raad van bestuur, en het voorlopig aanstellen van een ambtenaar voor de uitoefening van een hogere functie in de betrekkingen van niveau 1, 2+, 2, 3, en 4, wanneer de continuïteit van de dienst dit vereist;
 - 14° het ontslaan, om grondige redenen, van personeelsleden die bij contract zijn aangeworven, met inbegrip van de gesubsidieerde contractuelen en de jonge stagiairs. Deze maatregel moet door het College worden bevestigd;
 - 15° het uitvoeren van de handelingen inzake vergoeding van arbeidsongevallen en beroepsziekten;
 - 16° het geven van de toestemming voor het bijwonen van vergaderingen, congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties in binnen- of buitenland, mits het functioneel bevoegd Lid van het College akkoord gaat wanneer het om een opdracht van meer dan één dag gaat;
 - 17° het regelen van de voorlopige aanstelling van de personeelsleden in de diensten;
 - 18° het onderhouden van contact met het Vast Wervingssecretariaat;
 - 19° het ondertekenen van de staten van de reis- en verblijfskosten die door de personeelsleden zijn gemaakt in het raam van hun opdrachten buiten het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
 - 20° de toelating geven aan de personeelsleden om gebruik te maken van hun eigen voertuig voor occasionele dienstverantwoordelijken;
- § 2. Bij afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar en bij hoogdringendheid worden de bevoegdheden genoemd onder § 1 uitgeoefend door de verantwoordelijke ambtenaar van de Algemene diensten, onverminderd de bepalingen vermeld onder § 3.
- § 3. Voor zover het gaat om de toekenning van het jaarlijks verlof, inhaalrust op basis van glijdende werktijdregeling, omstandigheidsverlof, familiaal verlof en verlof voor bloedgeven of plasmaferese, kan de bevoegdheid bedoeld in § 1, 6° worden gesubdelegeerd aan de ambtenaren die uitdrukkelijk bij schriftelijke akte vanwege de leidend ambtenaar zijn aangeduid wat de personeelsleden betreft die in hun dienst zijn aangesteld.

Art. 2. De leidend ambtenaar brengt het functioneel bevoegd lid van het College alsook het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt op de hoogte van de maatregelen die genomen zijn in toepassing van artikel 1, § 1, 2°, 5°, 6° (uitgezonderd de verloven bedoeld in artikel 1, § 3), 7°, 8°, 10°, 11°, 13°, 17°.

Art. 3. De leidend ambtenaar bezorgt om de zes maand aan de leden van het College de geactualiseerde lijst van de personeelsleden, gerangschikt per dienst, graad en functie.

HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake vorming en uitvoering van de overheidsopdrachten van werken, diensten en leveringen*

Art. 4. De financiële grenzen van de in dit hoofdstuk bedoelde delegaties zijn exclusief belasting toegevoegde waarde.

Art. 5. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten en onverminderd de perken die zijn opgelegd door de wettelijke en reglementaire bepalingen tot regeling van de overheidsopdrachten van werken, diensten en leveringen is de leidend ambtenaar gemachtigd om het bijzonder lastenkohier of de documenten die daarop betrekking hebben te bepalen, de vormingswijze van de opdracht te kiezen, de procedure op te starten en de goedkeuring te geven aan de opdrachten voor de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten waarvan het bedrag niet hoger is dan:

- 2 500 000 F voor de opdrachten gegund bij openbare aanbesteding of bij algemene offerte-aanvraag;
- 1 250 000 F voor de opdrachten gegund bij beperkte openbare aanbesteding of bij beperkte offerte-aanvraag;
- 250 000 F voor de onderhands gegunde opdrachten.

Art. 6. De voornoemde delegaties gelden slechts in de volgende gevallen :

1° het doel van de uitgave werd goedgekeurd door het College of door het functioneel bevoegd lid van het College, hetzij door de goedkeuring van een programma waarin dat doel opgenomen is hetzij door een bijzondere beslissing betreffende dat doel;

2° de uitgave is normatief ingeschreven in de begroting die is goedgekeurd door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

Geen enkele toestemming is vereist wanneer het gaat om een uitgave voor de gewone behoeften van de diensten (gewone werkings-, verbruiks- en uitrustingskosten).

Art. 7. De leidend ambtenaar is eveneens gemachtigd om, in het raam van de normale uitvoering van de gesloten opdrachten en binnen de grenzen van de verwezenlijking van het oorspronkelijk vooropgestelde doel, zijn goedkeuring te geven aan de facturen en aangiften van schuldvordering met betrekking tot de opdrachten van werken, leveringen en diensten, zelfs indien het bedrag de delegaties bedoeld in artikel 5 overschrijdt.

Art. 8. De leidend ambtenaar wordt gemachtigd tot het nemen van maatregelen en beslissingen die etrekking hebben op de loutere en eenvoudige uitvoering van de opdracht.

Art. 9. Aangaande de opdrachten die niet meer dan 1 250 000 F bedragen, mag de leidend ambtenaar beslissen over afwijkingen van het algemeen lastenkohier, handelen bij voorlopige prijs of bij terugbetaling, een prijscontrole opleggen en voorzien in de toekenning van voorschotten, zonder nadeel voor de financiën van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

HOOFDSTUK III. — Delegaties inzake ondertekeningen en financiën

Art. 10. Aan de leidend ambtenaar wordt gedelegeerd de bevoegdheid

1° om te ondertekenen :

a) de bestelbonnen en de brieven betreffende de bestellingen binnen de perken waarin is voorzien in artikel 5 van dit besluit; ingeval van verhindering of afwezigheid van de leidend ambtenaar kan deze aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Algemene diensten een subdelegatie toekennen bij schriftelijke en voorafgaande akte;

b) onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV, de briefwisseling aangaande de gewone onderzoeksakten, de verzoeken om inlichtingen, de herinneringsbrieven, de overdrachtsbrieven of -nota's, de voor eensluidend verklaarde afschriften en uittreksels van documenten, alle kennisgevingen van beslissing genomen in uitvoering van de reglementering betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces; subdelegaties kunnen worden toegekend bij schriftelijke en voorgaande akten vanwege de leidend ambtenaar die de grenzen ervan vaststelt, aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt;

c) onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV, de ordonnanties tot betaling en terugvordering van voorschotten op gelden; een subdelegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorgaande akte vanwege de leidend ambtenaar die de grenzen ervan vaststelt aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Algemene diensten en, ingeval van verhindering of afwezigheid van de leidend ambtenaar, aan een andere ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt;

d) de berichten van ontvangst van al dan niet aangetekende brieven gericht aan het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces; een subdelegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorgaande akte vanwege de leidend ambtenaar aan de ambtenaar die hij daartoe aanstelt.

2° om goed te keuren :

a) de facturen en aangiften van schuldvordering betreffende de leveringen, werkzaamheden of uitkeringen van allerlei aard;

b) de borderellen die zijn ingediend door de maatschappijen voor openbaar vervoer voor het vervoer dat gedaan is voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

c) de rekeningen en ontvangsten, alsook de rekeningen zowel in materiaal als in geld, die aan het Rekenhof moeten worden voorgelegd;

d) de uitgaven van allerlei aard, en met name de kostenstaten betreffende de huuruitgaven;

e) de verlengingen van de uitvoeringstermijn van bouw- en inrichtingswerken voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, waarvoor een toelage was beloofd;

f) de vorderingsstaten en de eindafrekening van de werken die zijn uitgevoerd voor rekening van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, waarvan het bedrag binnen de perken van artikel 5 ligt;

3° om de uitgaven te doen en te laten betalen in het raam van de beslissingen die zijn aangenomen door het College of door een functioneel bevoegd lid van het College, onverminderd de bepalingen vermeld in Hoofdstuk IV.

Art. 11. Een delegatie kan worden toegekend bij schriftelijke en voorgaande akte vanwege de leidend ambtenaar aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Algemene diensten, en bij zijn afwezigheid aan de verantwoordelijke ambtenaar van de afdeling Boekhouding in de Algemene diensten, in de gevallen voorzien in artikel 10, 2°.

HOOFDSTUK IV. — Delegaties inzake uitkeringen die zijn toegekend in het raam van de opdrachten beschreven in artikel 6 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

Art. 12. § 1. Met uitzondering van de investeringsstoelagen van de instellingen die door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces zijn erkend, en van de aanvullende onderhoudstoelagen voor de beschutte werkplaatsen waarvan erkend wordt dat het beheer verlieslatend is, wordt de toekenning van de toelagen en andere tegemoetkomingen die geregeld zijn bij organieke verordeningen tot vaststelling van de toekenningsvoorwaarden en het bedrag of het berekeningssysteem van het bedrag en die bestemd zijn voor instellingen erkend door het voornoemd Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, ongeacht het bedrag ervan, gedelegeerd aan de leidend ambtenaar.

§ 2. In geval van afwezigheid of verhindering van de leidend ambtenaar kan een subdelegatie worden toegekend aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Dienst voor collectieve uitkeringen of, bij diens afwezigheid, aan de ambtenaar van niveau 1 die hij uitdrukkelijk aanstelt bij schriftelijke en voorgaande akte.

Art. 13. De opdracht tot betaling van de toelagen die vermeld zijn in artikel 12, met inbegrip van de investerings-toelagen, wordt gedelegeerd aan de verantwoordelijke ambtenaar van de Dienst voor collectieve uitkeringen, ongeacht het bedrag ervan. In geval van afwezigheid of verhindering van die ambtenaar wordt een subdelegatie toegelaten aan de ambtenaar van niveau 1 die door de leidend ambtenaar uitdrukkelijk wordt aangesteld bij schriftelijke en voorgaande akte.

Art. 14. De opdracht tot betaling van de toelagen van meer dan 100 000 F en de toekenning en de opdracht tot betaling van de toelagen van 100 000 F of minder die zijn toegekend aan promotoren van proefprojecten waartoe beslist werd door het College of het functioneel bevoegd lid van het College, worden gedelegeerd aan de leidend ambtenaar, ongeacht het bedrag ervan.

Art. 15. De ondertekening van de :

1° kennisgevingen aan de betrokkenen van de globale processen van de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, en briefwisseling die daarop betrekking heeft;

2° kennisgevingen betreffende de toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

3° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een opleidingscentrum dat is erkend door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of door het Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

4° contracten voor beroepsopleiding van gehandicapten in een centrum dat door het FOREM of door het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding werd erkend;

5° contracten voor herscholing met een werkgever;

6° kennisgevingen betreffende de tegemoetkoming van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces in de inrichting van een werkpost door de werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

7° beslissingen gericht aan de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de procedure voor de toelating van de gehandicapten tot deze instellingen;

8° briefwisseling over de tewerkstelling van gehandicapten in de particuliere ondernemingen, openbare besturen en de instellingen van openbaar nut,

wordt gedelegeerd aan de leidend ambtenaar. Deze kan aan de verantwoordelijke van de Dienst voor individuele uitkeringen een subdelegatie toekennen bij schriftelijke en voorgaande akte, met uitzondering van de kennisgeving aan de gehandicapten over globale processen van sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces met betrekking tot een tegemoetkoming van meer dan 250 000 F aan individuele materiële bijstand van het Fonds. In geval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke oefent een ambtenaar van niveau 1 die uitdrukkelijk bij schriftelijke en voorgaande is aangesteld door de leidend ambtenaar de delegatie uit waarin in dit artikel is voorzien.

Art. 16. Delegatie van bevoegdheid wordt toegekend aan een pluridisciplinaire equipe die is ingesteld bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan bevoegd om te beslissen over de aanvragen voor de toelating van gehandicapten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, alsook de procedures en wijzen van indiening van deze aanvragen, wat betreft :

1° de beslissingen betreffende de opstelling van globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, behalve indien die processen voorzien in een toekenning van individuele bijstand aan de integratie die als uitzonderlijk moet worden beschouwd;

2° de beslissingen betreffende de tegemoetkoming van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces in de inrichting van een werkpost door een werkgever die een gehandicapte tewerkstelt;

3° de beslissingen gericht aan de beschutte werkplaatsen met betrekking tot de toelatingsprocedure voor gehandicapten.

Elkeen die daadwerkelijk op de hoogte is van de uitkeringen aangevraagd door een gehandicapte en die door de verantwoordelijke van de Dienst voor individuele uitkeringen uitdrukkelijk gevraagd wordt, kan deelachtig zijn aan de voornoemde beslissingen met betrekking tot de betrokken gehandicapte.

Art. 17. De opdracht tot betaling van geldsommen verschuldigd aan gehandicapten, werkgevers die hen tewerkstellen onder een arbeidscontract of onder een statuutregeling, werkgevers, openbare of particuliere instellingen die instaan voor hun beroepsopleiding in uitvoering van de globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of beslissingen vermeld in artikel 15, 6°, wordt gedelegeerd aan de verantwoordelijke van de Dienst voor individuele uitkeringen. Ingeval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke oefent een ambtenaar van niveau 1, die uitdrukkelijk is aangesteld bij schriftelijke en voorgaande akte vanwege de leidend ambtenaar, de delegatie uit waarin in dat artikel is voorzien.

Art. 18. Wat betreft de overdracht van gegevens of rapporten van psychologische aard die betrekking hebben op gehandicapten die zijn toegelaten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt een delegatie van ondertekening toegekend aan de ambtenaar van niveau 1 die houder is van een diploma van licentiaat in de psychologische wetenschappen en die is aangesteld in de Dienst voor individuele uitkeringen.

Art. 19. Wat betreft de overdracht van gegevens of rapporten van medische aard die betrekking hebben op gehandicapten die zijn toegelaten volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces of die een aanvraag in die zin hebben ingediend, wordt een delegatie van ondertekening toegekend aan de geneesheer die is aangesteld in de Dienst voor individuele uitkeringen.

Art. 20. § 1. In het raam van de voorziene reglementaire bepalingen betreffende toekenning en uitbetaling van investerings-toelagen aan de instellingen die zijn erkend door het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt delegatie toegekend aan de verantwoordelijke van de Dienst studien en ontwikkeling om ervoor te zorgen dat de toelage de bestemming behoudt waarvoor ze werd toegekend en dat het bedrag van de uitbetaalde toelage wordt terugbetaald indien de bestemming ervan werd gewijzigd zonder toestemming van het functioneel bevoegd lid van het College.

§ 2. In het raam van de reglementaire bepalingen welke de toepassing van de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces uitbreiden tot personen van vreemde nationaliteit, wordt delegatie toegekend aan de verantwoordelijke van de Dienst studien en ontwikkeling om kennis te geven van elke ter zake genomen beslissing.

§ 3. In geval van afwezigheid of verhindering van die verantwoordelijke kan een ambtenaar van niveau 1 die uitdrukkelijk is aangesteld bij schriftelijke en voorgaande akte vanwege de leidend ambtenaar de delegaties uitoefenen waarin in dat artikel is voorzien.

HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 21. Alleen in noo-dringende en noodzakelijke gevallen met het oog op de verzekering van de continuïteit van de dienst wat betreft de toekenning en opdracht van betaling van de toelagen en reglementaire tegemoetkomingen aan de erkende instellingen en uitvoering van de globale processen van sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, wordt de leidend ambtenaar gemachtigd tot het subdelegeren van de bevoegdheden die aan hem zijn gedelegeerd of die reeds zijn gedelegeerd aan bepaalde ambtenaren, aan andere ambtenaren van het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, bij schriftelijke en voorgaande akte die onverwijld moet worden bezorgd aan het functioneel bevoegd lid van het College.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1995 tot 30 juni 1996.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[29365]

Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek

Nationale Orden. — Bevorderingen. — Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 8 april 1996 :

Worden bevorderd tot Grootofficier in de Kroonorde :

De heer Delaunois, Marcel Adolphe Joseph, Emeritus hoogleraar « Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles ».

Ranginneming voor die nieuwe onderscheiding : 8 april 1996.

De heer Dewaele, Albert, gewoon hoogleraar « Université de Liège ».

Ranginneming voor die nieuwe onderscheiding : 8 april 1996.

De heer Michaux, Jean-Louis Marcel Jenny Ghislain, buitengewoon hoogleraar « Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve ».

Ranginneming voor die nieuwe onderscheiding : 8 april 1995.

Mevr. Mersch-Mersch, Claudine Marie Marguerite Jeanne, gewoon hoogleraar « Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles ».

Ranginneming voor die nieuwe onderscheiding : 8 april 1996.

Wordt benoemd tot Grootofficier in de Kroonorde :

Mevr. David, Christiane, geassocieerd hoogleraar « Université Libre de Bruxelles ».

Ranginneming : 8 april 1996.

Wordt bevorderd tot Commandeur in de Kroonorde :

De heer Streydio, Jean-Marie Marcel Ghislain, gewoon hoogleraar « Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve ».

Ranginneming voor die nieuwe onderscheiding : 8 april 1991.

Worden benoemd tot Commandeur in de Kroonorde :

De heer Droesbeke, Jean-Jacques Fernand Carlos, gewoon hoogleraar « Université Libre de Bruxelles ».

Ranginneming : 15 november 1994.

De heer Farber, André, gewoon hoogleraar « Université Libre de Bruxelles ».

Ranginneming : 8 april 1995.

De heer Gossez, Jean-Pierre, gewoon hoogleraar « Université Libre de Bruxelles ».

Ranginneming : 15 november 1995.

De heer Karnas, Guy, gewoon hoogleraar « Université Libre de Bruxelles ».

Ranginneming : 8 april 1996.

De heer Klinkenberg, Jean-Marie, gewoon hoogleraar « Université de Liège ».

Ranginneming : 8 april 1996.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[29365]

Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique

Ordres nationaux. — Promotions. — Nominations

Par arrêté royal du 4 avril 1996 :

Sont promus Grand Officier de l'Ordre de la Couronne :

M. Delaunois, Marcel Adolphe Joseph, professeur émérite des Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1996.

M. Dewaele, Albert, professeur ordinaire à l'Université de Liège.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1996.

M. Michaux, Jean-Louis Marcel Jenny Ghislain, professeur extraordinaire à l'Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1995.

Mme Mersch-Mersch, Claudine Marie Marguerite Jeanne, professeur ordinaire aux Facultés Universitaires Saint-Louis à Bruxelles.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1996.

Est nommée Grand Officier de l'Ordre de la Couronne :

Mme David, Christiane, professeur associée à l'Université Libre de Bruxelles.

Prise de rang : le 8 avril 1996.

Est promu Commandeur de l'Ordre de la Couronne :

M. Streydio, Jean-Marie Marcel Ghislain, professeur ordinaire à l'Université Catholique de Louvain à Louvain-la-Neuve.

Prise de rang, comme titulaire de cette nouvelle distinction, le 8 avril 1991.

Sont nommés Commandeur de l'Ordre de la Couronne :

M. Droesbeke, Jean-Jacques Fernand Carlos, professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles.

Prise de rang : le 15 novembre 1994.

M. Farber, André, professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles.

Prise de rang : le 8 avril 1995.

M. Gossez, Jean-Pierre, professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles.

Prise de rang : le 15 novembre 1995.

M. Karnas, Guy, professeur ordinaire à l'Université Libre de Bruxelles.

Prise de rang : le 8 avril 1996.

M. Klinkenberg, Jean-Marie, professeur ordinaire à l'Université de Liège.

Prise de rang : le 8 avril 1996.